

[Texte]

catch in southwestern Nova Scotia, in the Trinity Ledge area for example where there is a pretty substantial fishery in the next two to three months. That will have some effect of course on the reduction plants that operate in the Pubnico areas. They will not have the same supply of raw material close at hand as they had in the past. There will be a reduction in their take and in the amount of fish available for those reduction plants close at hand. So if they are going to maintain their same level of production they would have to look farther afield for their source of raw material.

Mr. Davis: I think your question is really whether there is money available to convert, to actually create food fish operations.

Mr. Crouse: Yes.

Mr. Davis: Have we been helping the food fish operation, for instance in Newfoundland?

Mr. Levelton: No, sir, we have not been giving financial assistance.

Mr. Davis: I would doubt very much if we would be providing financial assistance. There is more money to be made in the larger herring for food purposes and the economics of the operation has been such that in the last few years there has been tremendous growth in that industry. So it does not seem to me that we would likely be helping the bigger companies with reduction plants to also get into food herring.

Mr. Crouse: I have one final question, Mr. Chairman. Since policing the quotas set up is paramount to proper conservation measures what arrangements have been made to police the national catch quotas, as set forth in your commission announcement of yesterday?

Mr. Davis: You may recall legislation we passed last fall that gave Canada the authority to board vessels of other nations outside our waters. This is a reciprocal arrangement and all nations of ICNAF have agreed to this reciprocal boarding right. We cannot go below decks, I think largely because the Russians have resisted the idea, but we can get onto these vessels at any time and see what their catch is as of the moment, what gear they are using and so on.

Mr. Crouse: Is Russia the only country of the ICNAF countries involved that does not permit below-decks inspection?

Mr. Levelton: Mr. Chairman, my recollection is that none of the Soviet bloc countries will permit it. The others will agree to it but none of the Soviet bloc countries will agree to below-deck inspections.

[Interprétation]

mesure la diminution des prises dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, dans la région de Trinity Ledge par exemple, où d'ici deux ou trois mois, l'activité sera considérable. Les règlements auront aussi quelques répercussions, naturellement, sur les usines de transformation de la région de la Pubnico. Ces usines n'auront pas le même genre d'approvisionnement à la portée de la main comme par le passé. Il y aura diminution des prises et le poisson nécessaire à ces usines de transformation ne pourra être pris tout près. Donc, si ces usines veulent maintenir le même niveau de production, elles auront à chercher plus loin la source d'approvisionnement.

M. Davis: Je pense que ce que vous avez réellement à l'esprit est de demander quels fonds seront disponibles pour transformer ou pour créer de fait des usines de traitement du poisson.

M. Crouse: Oui.

M. Davis: Avons-nous fourni une aide financière aux exploitations de poisson pour la consommation humaine, par exemple, à Terre-Neuve?

M. Levelton: Non, monsieur, nous ne leur avons pas fourni d'aide financière.

M. Davis: Je me demande réellement si nous devrions fournir une telle aide. Il y a de forts profits à réaliser dans la transformation du hareng de bonne taille pour la consommation humaine et les ressources financières d'un tel genre d'exploitation ont été telles au cours des dernières années que l'on constate un essor considérable de cette industrie. Par conséquent, il me semble peu vraisemblable que nous décidions d'aider les sociétés importantes de transformation à s'adapter à la production pour la consommation humaine.

M. Crouse: Une dernière question. Puisque la vérification des quotas établis est tout aussi importante que les mesures de conservation appropriées, quelles ententes ont été faites en vue de surveiller les quotas nationaux de la façon mentionnée dans le communiqué d'hier émanant de la commission?

M. Davis: Vous vous souvenez peut-être que l'automne dernier, nous avons adopté certaines lois qui donnaient au gouvernement canadien le pouvoir de monter à bord de certains navires provenant d'autres nations à l'extérieur des eaux territoriales. C'est là une entente réciproque; toutes les nations qui adhèrent à la CIPNA se sont mises d'accord pour accepter que d'un côté comme de l'autre on puisse monter à bord des navires. Nous n'avons pas le droit d'aller sous le pont, surtout parce que les Russes s'y opposent, mais nous pouvons monter à bord de ces bateaux en tout temps pour voir quel matériel on utilise et le reste.

M. Crouse: La Russie est-elle le seul pays parmi ceux qui font partie de la CIPNA qui ne permet pas cette inspection sous les ponts?

M. Levelton: Monsieur le président, autant que je sache, aucun des pays de l'Est membres ne le permet. Les autres pays sont d'accord avec cette mesure, soit ceux qui ne font pas partie du bloc soviétique.